

Le Ghana réduit ses livraisons de carburant au Mali et au Burkina

Le Ghana a fortement réduit ses livraisons d'essence et de diesel au Mali et au Burkina Faso afin de privilégier son marché intérieur.

Une décision qui intervient alors que l'Algérie cherche à renforcer sa présence énergétique au Sahel et a déjà discuté avec Ouagadougou d'un possible approvisionnement en produits pétroliers raffinés.

Le distributeur public BOST Energies a réduit ses exportations d'essence et de diesel vers le Mali et le Burkina Faso depuis août, afin de protéger l'approvisionnement de son marché intérieur, selon des informations rapportées le 16 septembre.

L'écart entre les besoins exprimés et les volumes effectivement livrés est important. Le Burkina Faso avait demandé 80000 tonnes de carburant pour juillet et août, mais n'en a obtenu que 40000 tonnes.

Le Mali, de son côté, n'a reçu que 10000 tonnes, alors que ses besoins supplémentaires étaient nettement supérieurs.

Le Ghana produit du pétrole, mais reste aussi un pays de transit

Le Ghana est lui-même producteur de pétrole brut, notamment grâce à plusieurs champs offshore.

Cela ne signifie toutefois pas qu'il transforme localement tout le carburant qu'il distribue.

BOST Energies intervient principalement dans le stockage, le transport et la distribution des produits pétroliers, faisant également du Ghana l'un des corridors d'approvisionnement des pays sahéliens enclavés.

Le Mali et le Burkina Faso restent en effet dépendants de plusieurs routes commerciales traversant les États côtiers d'Afrique de l'Ouest pour acheminer leurs carburants.

L'Algérie avait déjà ouvert

Le Ghana constitue l'un des corridors d'approvisionnement en carburants vers le Burkina Faso et le Mali, via ses infrastructures portuaires, de stockage et de transport.

Infographie : Ajaneb.

le dossier avec le Burkina Faso

Pour Alger, la situation mérite une attention particulière.

Plusieurs mois avant les restrictions ghanéennes, une délégation algérienne conduite par le ministre des Hydrocarbures Mohamed Arkab s'était rendue à Ouagadougou en février 2026.

Les discussions entre Sonatrach et la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY) avaient notamment porté sur l'approvisionnement du Burkina Faso en produits pétroliers raffinés, mais aussi sur le stockage, la distribution et la sécurisation des approvisionnements.

Naftal avait également été associée aux discussions concernant les produits GPL et le développement des infrastructures nécessaires à leur distri-

bution.

La réduction des volumes disponibles depuis le Ghana intervient donc alors qu'une option algérienne avait déjà été étudiée avec Ouagadougou.

L'obstacle principal reste logistique.

Les corridors reliant le golfe de Guinée au Mali et au Burkina Faso sont historiquement structurés pour transporter les importations de carburants vers l'intérieur du continent.

Une arrivée importante de produits algériens depuis le nord nécessiterait des itinéraires routiers fiables, des capacités de stockage et une chaîne de transport économiquement compétitive. Mais le changement intervenu au Ghana pourrait renforcer l'intérêt de Bamako et de Ouagadougou pour une diversification de leurs fournisseurs et de leurs corridors énergétiques.

Pour l'Algérie, l'enjeu dépasse la vente ponctuelle de carburants.

Une présence durable de Sonatrach et de Naftal sur ces marchés permettrait aux entreprises algériennes de renforcer leur implantation dans une région où Alger développe parallèlement ses projets énergétiques, commerciaux et d'infrastructures.

La baisse des livraisons ghanéennes ne signifie donc pas encore que le carburant algérien prendra la route de Bamako ou de Ouagadougou.

Elle donne toutefois une nouvelle dimension aux discussions déjà engagées entre l'Algérie et le Burkina Faso : un projet de coopération énergétique pourrait désormais répondre à un besoin plus concret de diversification des approvisionnements.

Après le Niger et le Mali, le Burkina Faso pourrait devenir le prochain terrain de la diplomatie énergétique algérienne.

En misant sur les carburants, les infrastructures et l'expertise de Sonatrach, Alger cherche à donner une base économique concrète et durable au rétablissement de ses relations avec les pays du Sahel.

Reste désormais à savoir jusqu'où le Burkina Faso ira dans ce rapprochement avec Alger.

